



Conseil économique et social

Distr. générale
30 mai 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat consacré à l'intégration

Compte rendu analytique de la 22^e séance

Tenue au Siège, à New York, le 2 mai 2018, à 10 heures

Président : M. Pecsteen de Buytswerve (Vice-Président) (Belgique)

Sommaire

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration (*suite*)

Troisième session : *Table ronde sur le thème « L'équilibre entre le développement des infrastructures et la durabilité »*

Table ronde 1

Table ronde 2

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-07008 (F)



Merci de recycler



*En l'absence de M^{me} Chatardova (Tchéquie),
M. Pecsteen de Buytsverve (Belgique), Vice-Président,
assume la présidence.*

La séance est ouverte à 10 h 10.

**Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré
à l'intégration (suite)**

*Troisième session : Table ronde sur le thème
« L'équilibre entre le développement des
infrastructures et la durabilité »*

1. **Le Président** déclare que la présente session sera consacrée aux défis à relever pour rendre les infrastructures durables et résilientes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie, des transports, de la sécurité et des institutions publiques. Le débat portera sur les stratégies mises en œuvre par les villes et la manière dont elles s'articulent aux différents niveaux national, régional et international. Il mettra également en évidence l'importance du principe d'inclusion dans l'édification de sociétés résilientes et soulèvera les problèmes de gravité croissante qui se posent en matière de sécurité des citoyens et de cybercriminalité, notamment à travers l'examen des perspectives et des risques liés à l'utilisation de la technologie pour assurer les services publics dans les villes intelligentes.

Table ronde 1

2. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance), animateur, rappelle que Carbon Neutral Cities Alliance est une alliance mondiale de villes qui s'engagent à réaliser des objectifs extrêmement ambitieux, comme réduire les émissions de gaz à effet de serre de jusqu'à 100 % d'ici à 2050 et atteindre 100 % d'énergies renouvelables et l'élimination totale des déchets. Il sera utile d'examiner les démarches adoptées par les villes et les États pour concevoir des infrastructures résilientes et durables et comment ils ont surmonté les difficultés. Il s'interroge sur le rôle que peuvent jouer les solutions basées sur la technologie et sur les mesures que les villes peuvent prendre pour garantir la sécurité des citoyens et se doter d'infrastructures intelligentes. Il demande comment amener le débat au-delà des instances de l'Organisation des Nations Unies afin de mobiliser le public et la volonté politique et invite les participants à faire connaître les bonnes solutions sur les médias sociaux et à identifier les membres concernés des pouvoirs publics, la presse, le secteur privé ou la société civile. M. Shank demande aux intervenants comment ils éveillent la volonté des publics qu'ils touchent et comment ils parviennent à changer les mentalités et les comportements afin de concrétiser des solutions.

3. **M. Al-Shawaarbeh** (Maire d'Amman, Jordanie), intervenant, dit qu'il faut axer les politiques sur la prévention et que les villes devraient créer des liens avec différents secteurs d'activité, d'autres villes, des États, des institutions et des organisations internationales.

4. La Jordanie a accueilli des millions de réfugiés fuyant les guerres du Moyen-Orient. Les migrations internes et externes représentent le plus grand défi auquel la ville d'Amman doit faire face. Alors que les plans de la ville étaient conçus pour absorber une croissance naturelle, les conflits régionaux ont entraîné une explosion démographique sans précédent. Néanmoins, la ville a montré qu'elle était suffisamment résiliente pour accueillir cet afflux. En s'appuyant sur de solides infrastructures capables de répondre aux besoins des migrants et des résidents, une ville peut développer des projets économiques qui permettent au secteur privé d'offrir des perspectives d'emploi.

5. Sans planification à long terme, l'afflux de migrants mettra les infrastructures de santé, d'éducation et de transport à rude épreuve. Afin de relever ces défis socioéconomiques, la municipalité s'est associée à des institutions internationales et à d'autres villes. Avec l'aide de la Fondation Rockefeller, elle a élaboré une stratégie de résilience qui a été intégrée aux plans et programmes de développement urbain. Un plan directeur triennal a été établi dans l'objectif d'étendre le réseau des transports publics et la municipalité s'est également associée à l'Agence française de développement pour achever un réseau de lignes de bus express d'ici à la fin de 2020. En outre, un plan stratégique à long terme pour les transports publics est en cours d'élaboration, l'idée étant de favoriser le développement tout en tenant compte des besoins des usagers. Le réseau de transports publics desservira des zones périphériques de la ville, offrant ainsi des possibilités d'emploi dans ces quartiers, en particulier pour les femmes, qui peinent à circuler en sécurité dans la ville. Il profitera également au tourisme en facilitant les déplacements entre les sites. Grâce à cette stratégie de résilience, Amman devrait devenir une ville intelligente d'ici à 2020 et fournir tous les services concernés par voie électronique. Les pauvres n'auront donc plus à se déplacer pour avoir accès aux services en question et la transparence accrue favorisera la confiance des citoyens. Cette transition vers le numérique permettra à la municipalité d'apporter des solutions innovantes aux problèmes de la ville.

6. La Jordanie n'a qu'un accès limité à l'eau et aux ressources énergétiques, mais la politique forte et crédible de ses dirigeants lui a permis de créer des relations solides avec des institutions internationales du

monde entier et d'échanger ainsi des enseignements tirés de l'expérience et de trouver des solutions, dont se sont inspirés les plans et programmes de développement conçus au service de la ville d'Amman et de ses habitants.

7. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit que les changements climatiques durcissent la pression qui s'exerce sur les ressources en eau. Il s'enquiert des préoccupations concernant la sécurité de l'approvisionnement en eau et des prévisions sur 15 et 30 ans pour Amman et la Jordanie en général.

8. **M. Al-Shawaarbeh** (Maire d'Amman, Jordanie) répond que le Ministère de l'eau ainsi que d'autres autorités s'occupent de la sécurité de l'approvisionnement en eau. Toutefois, un des grands axes de la stratégie de résilience est l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements. Bien que les émissions de carbone de la Jordanie ne soient pas considérables, le pays s'est engagé à respecter les règles internationales édictées dans ce domaine. Les pouvoirs publics ont adapté le réseau de transport, réduit les embouteillages et augmenté l'utilisation de l'électricité et des énergies renouvelables. Ils ont également augmenté le nombre de bornes de recharge pour encourager l'usage des voitures électriques, surtout dans le secteur privé. Amman accueille actuellement une conférence sur les transports intelligents et la municipalité, très présente sur les réseaux sociaux, encourage ses administrés à suivre les manifestations organisées par la ville.

9. **M. Williams** [Directeur du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)], intervenant, dit qu'il importe d'accorder une plus grande attention aux choix auxquels répond la résilience urbaine, qui ne sont pas seulement les changements climatiques, mais aussi, par exemple, l'urbanisation rapide, les situations d'après-conflit et l'afflux de réfugiés climatiques. ONU-Habitat met l'accent sur l'aménagement urbain aux niveaux national et municipal. Comme, dans bien des cas, la planification n'est pas un souci prioritaire des politiques nationales, les villes prennent le relais. La Directrice exécutive d'ONU-Habitat a tenu plus de 150 consultations avec des États Membres, des partenaires, des maires et d'autres parties prenantes et mis au point un système de classement des plans d'urbanisme. Un certain nombre de villes suivent encore des plans directeurs qui datent des années 40 ou 50, parce qu'elles n'ont pas les ressources, le temps, l'énergie ou les moyens de les moderniser. Souvent, elles ne disposent que d'un ou deux urbanistes et d'un seul employé municipal. D'autres villes ont modernisé leurs plans d'urbanisme

au cours des cinq ou dix dernières années, mais ne les ont pas encore révisés pour tenir compte des instruments internationaux récemment adoptés, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 et le Nouveau Programme pour les villes. Elles ont modifié leurs plans pour y intégrer les innovations et les nouvelles priorités. D'autres villes ont déjà mis leurs plans à jour mais ne disposent pas des outils nécessaires pour mesurer les progrès accomplis et ont un grand besoin d'assistance. D'autres villes encore ont élaboré de nouvelles politiques et mis au point des instruments de mesure, mais ne les ont pas encore mis en pratique par manque de fonds ou de capacités. Enfin, certaines villes ont mis à jour et en pratique leurs plans et leurs instruments de mesure, en négligeant cependant leurs vieux quartiers. Dans ces derniers cas, les éléments de la ville intelligente n'existent que dans certaines parties de la ville ou certains secteurs de l'administration municipale. Par ailleurs, un certain nombre de villes sont en proie à des conflits intenses, se relèvent d'une catastrophe ou affrontent d'importants afflux de migrants. C'est par exemple le cas de Cox's Bazar au Bangladesh qui, au cours de l'année écoulée, a vu déferler plus de 1 million de réfugiés rohingya et s'apprête à recevoir 2 mètres de précipitations dues aux pluies de mousson.

10. Il convient donc de mettre au point des solutions de résilience adaptées et de définir des stratégies sur mesure. C'est pourquoi ONU-Habitat a élaboré le Programme Profils de résilience des villes, un outil de diagnostic qui permet aux villes de comprendre les épreuves qu'elles traversent ou qui peuvent les frapper. Le Programme a également tenu des consultations multipartites auxquelles des capitaines d'industrie, des organisations communautaires, des associations professionnelles et d'autres acteurs ont participé pour contribuer à l'élaboration de l'outil de diagnostic afin de concevoir une stratégie de mise en œuvre viable.

11. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit qu'aux États-Unis, beaucoup de municipalités n'ont qu'un seul urbaniste ou spécialiste de la durabilité, qui n'a lui-même que peu, ou pas, d'accès aux spécialistes de la communication, étant donné que le service des relations publiques est généralement rattaché au cabinet du maire. Lorsqu'on examine les moyens d'augmenter les crédits consacrés au renforcement de la résilience et de susciter la volonté générale et la volonté politique dans ce domaine, il est très important de connaître les ressources dont disposent les urbanistes et d'étudier les moyens de les doter en compétences en communication ou en personnel afin de sensibiliser le public.

12. **M^{me} Odendaal** (Professeure associée à l'École d'architecture, d'urbanisme et de géomatique de l'Université du Cap, Afrique du Sud), intervenante, accompagnant sa déclaration d'un diaporama numérique, dit que la dimension de l'inclusivité doit faire partie de la discussion sur la résilience. Ses travaux portent sur la façon dont la technologie peut contribuer à rendre les villes plus inclusives. Elle examine la façon dont les infrastructures peuvent servir à améliorer la connectivité et faciliter l'accès aux points d'entrée pour aider les citoyens à vaquer chaque jour à leurs activités de subsistance. Les infrastructures ne devraient pas fonctionner en tant que véhicules immuables de consommation et d'expansion. En revanche, les innovations technologiques devraient faciliter la participation aux services de la ville. Les interventions humaines doivent donc jouer un rôle dans la relation entre résilience et infrastructures. La vidéo qui vient d'être projetée, *Superblocks: How Barcelona is taking city streets back from cars*, a montré comment une ville peut faire participer sa population, tant sur le plan politique qu'environnemental. Les urbanistes doivent également exploiter les infrastructures d'une manière qui leur permette de prendre en considération des zones qui sont souvent négligées dans les villes intelligentes et les campagnes de promotion de la résilience. Par exemple, Map Kibera, à Nairobi, est un wiki de cartographie géré par les habitants qui leur permet de connaître leur espace et leurs quartiers. En outre, les communautés locales des pays du Sud peuvent accéder à des informations grâce à la campagne *Know Your City* lancée par *Slum/Shack Dwellers International*.

13. Pour que les villes intelligentes relèvent le défi de la résilience, il faut s'intéresser à la relation entre la technologie et les données d'une part et les stratégies de subsistance d'autre part, et comment cette relation peut se traduire en plans et politiques d'aménagement urbain réussis. Pour que le pouvoir de la technologie puisse inspirer des politiques, la communauté internationale doit discerner la différence entre données et connaissance. Parfois, les connaissances sont davantage acquises à travers l'expérience humaine que par les chiffres, comme c'est le cas dans l'action protestataire ou les questions de justice sociale. De même, il importe de ne pas faire obstacle à l'appropriation des technologies ou à l'innovation, car ces éléments permettent aux gens travaillant dans l'économie informelle d'améliorer leurs moyens de subsistance et de franchir les barrières qu'ils rencontrent dans leurs activités de subsistance. Enfin, la question de l'espace est importante. On note un regain d'intérêt pour le rôle de l'espace dans le travail des urbanistes, qui deviennent de plus en plus sensibles à sa nature relationnelle. Pour favoriser la résilience, il faut une approche sachant

reconnaître que les infrastructures doivent être au service des pauvres des villes.

14. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) se demande si la population a été véritablement associée à la gestion de la crise de l'eau au Cap.

15. **M^{me} Odendaal** (Professeure associée à l'École d'architecture, d'urbanisme et de géomatique de l'Université du Cap, Afrique du Sud) répond que la municipalité du Cap a fait participer la population au débat, quoique sans doute tardivement. D'une certaine façon, elle lui a également reproché de consommer trop d'eau. Une approche axée sur le partenariat aurait été préférable. D'un point de vue technique et social, la communauté internationale devrait privilégier la coproduction, qui permet à des solutions partant de la base de s'articuler avec des stratégies officielles.

16. **M. Jinga** (Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la Commission de la population et du développement), commentateur, dit qu'il faut soutenir la gestion urbaine durable pour permettre aux villes d'être des moteurs de la croissance économique. Les villes ont un potentiel important pour ce qui est de promouvoir la santé humaine, la sécurité, les activités économiques et les moyens de subsistance. Il importe de former des partenariats entre secteur public et secteur privé, notamment avec des petits prestataires de services informels. Il faut également trouver un équilibre entre les besoins et le développement des zones rurales et des zones urbaines.

17. Pour réaliser le développement durable, il faut améliorer le rendement énergétique dans les transports et les logements, les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement et la gestion des déchets solides. Les pauvres des villes doivent avoir accès à des terrains, au logement, aux services et aux moyens de subsistance et doivent être relogés hors des zones écologiquement fragiles ou menacées. Des efforts doivent être faits pour réduire l'exode rural, promouvoir le développement rural et encourager les industries à se délocaliser. En outre, la législation environnementale devrait être plus contraignante pour les industries opérant à l'intérieur ou à la périphérie des grands centres urbains. Les villes et les États profiteraient davantage de la reprise économique en canalisant les investissements publics et privés vers ces zones. Étant donné que plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes, il est nécessaire de mettre en place des stratégies visant à améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé et au logement, ainsi qu'à accroître la productivité et offrir

davantage d'emplois tout en diminuant au maximum les effets néfastes de l'urbanisation.

18. La cinquante et unième session de la Commission de la population et du développement avait pour thème « Villes durables, mobilité humaine et migrations internationales ». Un certain nombre d'États ont insisté sur la valeur des envois de fonds. La plupart des États participants ont réaffirmé leur engagement à défendre les droits de l'homme des migrants et beaucoup ont insisté sur la nécessité de traiter la question des liens entre l'urbanisation, les migrations, la mobilité humaine, l'agriculture et le développement rural. Ils ont souligné la nécessité d'investir dans le capital humain, surtout les jeunes et les femmes, et d'offrir des possibilités d'instruction et d'emploi aux jeunes, en particulier aux filles. Plusieurs États ont fait valoir que la santé sexuelle et les droits liés à la procréation constituaient une condition préalable au développement durable et préconisé d'adopter une approche différenciée selon les sexes de la planification de la famille. Toutefois, la Commission n'est pas parvenue à un consensus sur le projet de résolution relatif au thème spécial, car certains États n'ont pu accepter les références spécifiques à la santé sexuelle et procréative, tandis que d'autres demandaient l'insertion d'une clause rigoureuse de souveraineté.

19. S'exprimant au nom de son pays, le commentateur dit que la Roumanie est résolue à mettre en œuvre le Programme 2030. Le Gouvernement a élaboré toute une série de politiques et de programmes visant à améliorer la qualité de vie, assurer la cohésion sociale, promouvoir l'inclusion sociale, réduire la pauvreté et permettre l'accès de tous aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale. En 2018, la Roumanie présentera son premier examen national volontaire au Forum politique de haut niveau pour le développement durable. L'aménagement urbain est un facteur essentiel de la croissance nationale. Une récente étude de la Banque mondiale a montré que 50 % de la population était concentrée dans les huit plus grandes agglomérations urbaines, qui généraient 75 % des recettes des entreprises du pays. La croissance économique des zones urbaines dynamiques a entraîné l'augmentation du nombre de personnes se rendant tous les jours à la ville ou qui s'y sont installées. En conséquence, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de transport intégrés. Les partenariats public-privé à l'appui de projets de développement de la ville intelligente sont facilités par l'octroi de subventions du Gouvernement et de l'Union européenne. Très souvent, le budget est directement géré par les collectivités. Les municipalités sont également encouragées à coopérer avec les universités

et d'autres acteurs clefs de la recherche et de l'innovation. Les plus grandes villes de Roumanie ont lancé des projets pilotes d'équipements de ville intelligente, tels que le paiement du stationnement par SMS, l'éclairage intelligent, l'accès wifi à Internet dans la ville, l'installation de capteurs de variable d'environnement et la vidéosurveillance.

20. **M. Hannigan** (Représentant permanent adjoint de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la Commission du développement social), commentateur, dit que la Commission du développement social a énoncé quelques grands objectifs afin d'aider les pays à élaborer leurs politiques nationales. À sa cinquante-sixième session, la Commission a porté son attention sur les stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous, sur l'édification de sociétés durables et résilientes et sur l'innovation et l'interconnectivité au service du développement social. Des tables rondes ont été organisées autour du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. La problématique des infrastructures et des inégalités était au cœur des débats et des résolutions prises à leur issue. La Commission a souligné l'importance de créer des infrastructures de qualité, fiables, durables et résilientes pour favoriser le développement économique et la création d'emplois, en privilégiant un accès universel, abordable et équitable. Pour que les infrastructures servent à créer des emplois et à développer l'économie, leur accès doit être garanti aux pauvres et aux chômeurs. La Commission a encouragé les États à réaliser des investissements publics dans les infrastructures, mais elle a également reconnu le rôle clef joué par le secteur privé, et appelé les États à promouvoir les investissements privés qui améliorent l'interconnectivité et profitent en premier lieu à l'inclusion économique et sociale et à l'accessibilité. La Commission a également demandé aux États d'Afrique de continuer de privilégier les transformations structurelles et d'investir dans des projets d'infrastructures inclusifs et équitables pour fournir des services de qualité dans des domaines tels que l'éducation et la santé. S'agissant des équipements déployés dans les villes, le groupe d'experts sur l'élimination de la pauvreté a mis en relief le problème des sans-abris vivant dans la rue, qui a des répercussions sur l'accès aux infrastructures et creuse les inégalités. Bien que le Programme 2030 ne comporte pas d'indicateur pour mesurer le phénomène des sans-abris, celui-ci est visible dans toutes les grandes villes. Leur nombre, estimé à environ 100 millions, continuerait de s'accroître.

21. À sa cinquante-septième session, la Commission examinera en priorité le thème libellé « Réduire les inégalités et lever les obstacles à l'intégration par des politiques budgétaires, salariales et des mesures de protection sociale » et continuera d'examiner le développement durable et le développement social à travers le prisme des inégalités. Le commentateur se demande comment trouver un équilibre entre la fourniture d'un accès suffisant aux services et leur financement. Il se demande également comment promouvoir l'acceptation sociale des groupes marginalisés. Il convient qu'il faut éviter de prendre des décisions qui détruisent la vie des uns au bénéfice des autres.

22. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit qu'en ce qui concerne les dangers qui menacent la résilience ou la viabilité des villes, le terrorisme est celui qui occupe le plus les esprits et, de ce fait, les gens ont adapté leur comportement à cette menace. Toutefois, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les changements climatiques. Aux États-Unis, par exemple, la majorité des Américains admettent que des changements affectent le climat et sont favorables à une réduction des émissions de CO₂ ainsi qu'à une augmentation des subventions en faveur des énergies renouvelables. Néanmoins, une minorité seulement de la population a modifié ses comportements, notamment en alertant des élus ou des médias et en changeant ses habitudes de consommation ou son style de vie. L'intervenant insiste donc sur la nécessité de subventionner et de favoriser les campagnes de communication ainsi que la participation, la mobilisation et la sensibilisation de la population.

23. Il serait utile que les intervenants parlent de la manière dont leur ville ou leur organisation a éveillé la volonté du public ou des responsables politiques et de la méthode de coproduction qu'elle a employée, que ce soit la production participative, la recherche d'un consensus ou l'enquête appréciative. Il demande également aux intervenants de faire découvrir aux participants une solution stimulante envisagée par leur ville ou leur organisation.

24. **M. Al-Shawaarbeh** (Maire d'Amman, Jordanie) dit que la ville d'Amman exprime sa volonté politique à travers son attachement à l'Accord de Paris. Quant à la volonté de la population, la participation de la base aux prises de décisions influe directement sur l'opinion publique. En général, la résistance au changement vient des groupes touchés mais, en faisant intervenir tous les groupes de la société, les municipalités peuvent garantir le succès d'une idée. Dans sa stratégie de résilience, la ville veille donc prioritairement à associer les jeunes à la prise de décisions, à optimiser les ressources

humaines et à autonomiser les femmes. Les villes doivent envisager des solutions ayant un effet rapide et direct sur la vie des habitants. Les plans stratégiques d'amélioration des transports publics, par exemple, ont des effets à moyen et à long terme, mais ils doivent également fixer des objectifs à court terme.

25. **M. Williams** (Directeur d'ONU-Habitat) dit que, pour mobiliser la volonté politique, ONU-Habitat a lancé le Forum urbain mondial en collaboration avec des États Membres. Le Forum n'a pas pour but de négocier un texte, mais plutôt d'être un espace de dialogue où des acteurs venant d'horizons divers peuvent s'informer, partager des données d'expérience et débattre de questions spécifiques de leur pratique quotidienne. Parmi les participants, on trouve des habitants de bidonvilles, des maires, des ministres et des représentants d'organisations internationales.

26. La coproduction est un élément important du renforcement de la résilience urbaine, car elle reconnaît aux personnes qui sont souvent exclues du processus de planification la capacité d'intervenir et investit les autorités municipales de la responsabilité de réaliser le développement à long terme. La coproduction est également un contrat social qui s'étend au-delà de la durée de telle ou telle administration municipale. Par exemple, les progrès réalisés à Barcelone ont été accomplis sur 20 ans, sous la direction de trois maires.

27. La réforme profonde du système des Nations Unies pour le développement qui se met en place actuellement modifiera la manière dont l'Organisation travaille au niveau des pays, ce qui aura une incidence significative sur ses interactions avec les villes et son approche de la résilience et du développement économique en général. Ces changements, qui découlent des objectifs de développement durable, permettront à l'Organisation de mieux aider les États Membres à atteindre ces objectifs.

28. Le sans-abrisme est une question complexe qui touche une population diverse. Aux États-Unis, par exemple, il concerne des personnes qui sortent de prison, qui n'arrivent pas à accéder aux services sociaux, qui souffrent de troubles psychiatriques ou d'un déséquilibre psychologique, qui sont aux prises avec l'abus de drogues ou d'alcool, ainsi que des personnes qui ont eu un revers de fortune et tentent de survivre comme elles peuvent. En outre, la plupart vivent dans la rue plutôt que dans des foyers pour sans-abri et leurs besoins doivent être pris en compte également.

29. **M^{me} Odendaal** (Professeure associée à l'École d'architecture, d'urbanisme et de géomatique de l'Université du Cap, Afrique du Sud) dit que le secteur

privé a un rôle important à jouer dans l'avènement de villes inclusives, intelligentes et résilientes. Bien que la question de savoir qui détient le pouvoir dans les partenariats public-privé fasse débat, il vaut la peine d'examiner comment la planification et la gestion urbaines peuvent gagner en efficacité grâce à des partenariats public-privé conclus dans le secteur des infrastructures.

30. L'idée que les entreprises se font d'une ville intelligente, imposée d'en haut, se marie difficilement avec une conception plus nuancée selon laquelle la technologie donne les moyens de gagner sa vie. L'accès à la technologie est plus qu'un simple accès à Internet. Les municipalités doivent tenir compte de la prolifération des téléphones portables et de leur utilisation dans tous les secteurs économiques et tous les milieux sociaux. Il convient d'examiner comment ouvrir les différents points d'accès à la ville intelligente à l'aide d'un smartphone rudimentaire ou d'un accès Wi-Fi dans les espaces publics. En outre, il ne faudrait pas négliger les financements à petite échelle au profit des grands investissements.

31. S'agissant de la coproduction, les mouvements en faveur de la justice sociale du Cap ont commencé à orienter le débat sur la ville inclusive. Ayant engagé le dialogue avec des porte-parole de l'opposition, la municipalité a commencé à mettre en œuvre des solutions qui pourraient avoir un effet considérable sur la ville. En réponse à la demande de logements abordables dans le centre-ville, elle a élaboré une politique plus inclusive relative au logement social et à la disponibilité des terrains publics dans les espaces du centre-ville. Dans le domaine des transports publics, le plan de développement de la ville prévoyait initialement de créer un système qui aurait éliminé, à terme, le système informel des taxis minibus. Toutefois, les collègues de M^{me} Odendaal au Centre d'étude des transports de l'Université du Cap ont incité la municipalité à envisager des systèmes hybrides dans lesquels les transports semi-collectifs auraient également leur place.

32. **M. Al-Shawaarbeh** (Maire d'Amman, Jordanie) dit que la question du financement cause de grandes difficultés aux villes. La municipalité d'Amman a procédé à une auto-évaluation pour améliorer les capacités des équipes en charge de l'administration et des finances et le budget de la ville fait l'objet d'une évaluation et d'un suivi de la Banque mondiale. En conséquence, le budget est transparent et crédible et conforme aux indicateurs de gouvernance, ce qui est essentiel à l'instauration de partenariats public-privé. La ville d'Amman a lancé des projets de fourniture

d'énergie solaire en signant des contrats de construction-exploitation-transfert.

Table ronde 2

33. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance), animateur, dit que 75 % de la population mondiale vivra dans des zones urbaines d'ici à 2050. Il est donc important de mettre l'accent sur la durabilité et la résilience, puisque les menaces pesant sur les populations urbaines ne cesseront de s'aggraver. En outre, environ 75 % de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre dans le monde se produisent dans les villes.

34. **M. Gutiérrez** (Maire de Medellín, Colombie), participant, accompagnant son exposé d'un diaporama, dit que beaucoup se souviennent encore de la Medellín du passé. Mais si la ville ne renie pas ce passé, elle est avant tout tournée vers l'avenir et peut désormais être considérée comme l'une des villes les plus novatrices dans le monde en termes de programmes sociaux. Les villes sont les moteurs des économies nationales et jouent un rôle fondamental dans la réalisation des objectifs de développement durable. La municipalité de Medellín a donc intégré le Programme 2030 dans son plan de développement urbain, qui a repris 70 % des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Le plan a également été communiqué aux acteurs extérieurs. La Colombie s'est engagée à aligner les indicateurs de ses plans de développement urbains sur les objectifs de développement durable. Si toutes les villes du monde prenaient le même engagement, d'importants progrès seraient réalisés d'ici à 2030.

35. En 1991, Medellín était la ville la plus violente du monde, avec un taux de 381 meurtres pour 100 000 habitants. Le nombre d'homicides a constamment baissé. Il s'établit actuellement entre 20 et 23 pour 100 000 habitants, grâce à la politique globale de sécurité menée successivement par plusieurs administrations avec la participation des secteurs public et privé, des universités et de la société civile. Les fonds publics ont été investis là où ils étaient nécessaires et pas uniquement dans les quartiers qui avaient voté pour les candidats au pouvoir. Les plus gros investissements ont été réalisés dans les zones où l'indice de développement humain était le plus faible. Des projets urbains complets ont été menés dans l'objectif de faciliter les déplacements dans la ville par la construction d'infrastructures de transport, de promouvoir l'art et la culture et de garantir l'accès à des services institutionnels tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, le sport et la sécurité. Le système de transport public joue un rôle crucial. Dans les villes d'Amérique latine, les difficultés d'accès à la mobilité

sont l'une des principales causes des inégalités sociales, car les plus pauvres sont ceux qui doivent consacrer le plus de temps et d'argent à se déplacer dans la ville et pâtissent le plus des retards. La municipalité a décidé de faire de Medellín la capitale de la mobilité électrique en Amérique latine d'ici à 2030 afin d'améliorer la qualité de l'air et de tenir ses engagements concernant la lutte contre les changements climatiques. Les premiers bus électriques sont déjà en circulation et le programme sera étendu à l'ensemble de la ville.

36. L'écologisation des espaces urbains est également un point important. En Amérique latine, 80 % de la population vit dans des zones urbaines et ce chiffre devrait atteindre 85 % d'ici à 2030. La municipalité a mis à exécution un projet de création d'espaces verts destinés aux piétons le long des artères principales, afin de favoriser la mobilité viable et d'aménager des zones de tranquillité. En ce qui concerne le développement économique, la ville entend s'orienter vers une économie du savoir. Au XX^e siècle, Medellín était la capitale industrielle de la Colombie et elle compte encore beaucoup sur l'industrie, mais la municipalité a l'ambition d'en faire un pôle d'innovation en Amérique latine et de créer des emplois hautement qualifiés grâce à des investissements dans l'éducation, la science et la technologie. Il y a trois ans, elle investissait 0,74 % de son produit intérieur brut dans les innovations scientifiques et technologiques. À l'heure actuelle, elle en investit 2,14 % et ce chiffre passera à 3 % d'ici à 2021.

37. Medellín n'est plus la ville qu'elle était dans les années 90. Certains de ses habitants n'ont pas pu raconter leur histoire, mais d'autres le font pour eux. C'est pour cette raison que les symboles de violence sont peu à peu transformés en symboles d'espoir. L'immeuble Monaco, par exemple, qui a appartenu à une famille de trafiquants de drogue sera démolie en janvier 2019 et un parc sera construit à sa place en hommage aux victimes. La ville tient également à donner la priorité aux victimes plutôt qu'aux bourreaux et à investir dans la famille, l'éducation et les valeurs. L'intervenant invite la communauté internationale à continuer de collaborer avec Medellín et espère que l'Organisation des Nations Unies exhortera toutes les villes à analyser leurs contributions à la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

38. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) demande à la municipalité quel discours elle a adopté pour faire comprendre à ses habitants le solide programme de la ville concernant les objectifs de développement durable.

39. **M. Gutiérrez** (Maire de Medellín, Colombie) répond que la municipalité a expliqué à tous les groupes en quoi consistait leur responsabilité vis-à-vis de la planète. Il sera impossible d'atteindre les objectifs de développement durable sans la participation de tous les citoyens. Ces objectifs ne peuvent pas être l'apanage du Président et de son gouvernement ou des maires. Ainsi, pour pouvoir réduire les émissions de CO₂, il faut que les citoyens comprennent qu'ils doivent utiliser davantage les transports publics. La municipalité a également insisté sur l'importance de l'éducation et de la conservation des ressources en eau. Les objectifs ont été expliqués aux habitants en termes clairs et concrets pour qu'ils comprennent comment agir pour améliorer le sort de Medellín et de la planète. Le concept pilier du discours employé est celui de durabilité, qui est un élément indispensable du progrès.

40. **M. Zarrilli** (Responsable de la résilience à la municipalité de New York, États-Unis d'Amérique), intervenant, accompagnant son exposé d'un diaporama, dit qu'à bien des égards, la ville de New York n'a commencé à se préoccuper de résilience qu'après le passage de l'ouragan Sandy, qui a causé la mort de 44 personnes et coûté 19 milliards de dollars en dégâts et pertes d'activité économique. Cette catastrophe naturelle, la pire que la ville ait jamais connue, a fait prendre conscience de tout le spectre des risques auxquels la ville était exposée, en particulier des risques croissants liés aux changements climatiques. En plus de la pression grandissante liée à la chaleur et à la pluie, New York, ville côtière au littoral long de 840 kilomètres, est menacée par l'élévation du niveau de la mer et les tempêtes côtières.

41. En 2015, la ville s'est associée à l'initiative 100 Resilient Cities afin d'élaborer sa stratégie OneNYC, qui a été la première stratégie de résilience à voir le jour dans le monde. Elle intègre les objectifs de développement durable, recense un certain nombre de défis et définit la manière de les relever. Par exemple, elle se préoccupe de la crise qu'engendrent les inégalités croissantes, sachant qu'environ 45 % des habitants vivent au niveau ou à proximité du seuil de pauvreté. Les infrastructures vieillissantes nécessitent des investissements continus et la mise en place d'autres solutions de mobilité et de prestation de services publics essentiels. La population de la ville atteindra 9 millions d'ici à 2040, une évolution qui ne manquera pas de poser des difficultés mais aussi d'offrir des possibilités nouvelles de gérer la croissance et d'améliorer la vie des habitants.

42. Avec cette stratégie OneNYC, la ville entend gérer sa croissance, fournir des logements abordables, investir dans d'autres modes de transport, développer

l'économie et multiplier les possibilités d'emploi. La municipalité s'est engagée à extraire 800 000 New-yorkais de la pauvreté en dix ans, notamment par des améliorations de salaire ciblées et des possibilités d'éducation. Elle s'est également engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 % d'ici à 2050, à atteindre l'objectif de zéro déchet d'ici à 2030 et elle a lancé un programme de résilience de 20 milliards de dollars. Grâce à cette stratégie, l'emploi atteint des niveaux records ; la criminalité n'a jamais été aussi faible depuis les années 50 ; l'air et les cours d'eau sont plus propres qu'ils ne l'ont été pendant des décennies ; enfin, les quartiers sont plus sûrs, plus respectueux de l'environnement et leurs logements plus abordables. En outre, la ville a relevé la barre en matière de protection climatique en menant un combat contre les sociétés de combustibles fossiles qui sont à l'origine de la crise.

43. En ce qui concerne les changements climatiques, la ville se conforme aux prescriptions de l'Accord de Paris. Elle s'attaque aux causes profondes des changements climatiques, continue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, promeut les véhicules électriques et entreprend pour la première fois les actions prescrites en matière de modernisation des bâtiments pour les immeubles les plus polluants, responsables de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre de la ville. Au titre de ce programme de résilience doté de 20 milliards de dollars, la ville s'est associée à des fournisseurs d'infrastructures publiques et privées pour moderniser des services publics essentiels dans les domaines des télécommunications, de l'énergie et de l'eau. Elle continue également d'établir des cartes où les zones à risques d'inondation sont plus précisément délimitées. Sur le plan de la responsabilisation, en janvier 2018, le maire et d'autres dirigeants dans la ville ont annoncé que les caisses de retraite retireraient leurs fonds des sociétés propriétaires de réserves de combustibles fossiles, ce qui représentait 5 milliards de dollars sur les 190 milliards gérés par les fonds de pension. La ville ne veut plus contribuer à un système qui détruit la planète. Elle a également porté plainte contre les cinq plus grandes sociétés de combustibles fossiles pour les dommages qu'ils ont causés. En outre, elle vient d'annoncer qu'elle effectuerait le premier examen local volontaire relatif à la réalisation des objectifs de développement durable et qu'un rapport de situation serait publié au cours de l'été 2018.

44. Les défis auxquels les villes sont confrontées ne peuvent être traités de manière cloisonnée ou au moyen de projets ponctuels. Les autorités municipales doivent reconnaître les dangers que comportent les changements climatiques et les inégalités et institutionnaliser la

résilience dans toutes leurs activités, par exemple dans les codes du bâtiment et d'aménagement du territoire, les arrêtés, les cartes de zones à risques d'inondation et les principes de conception.

45. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) demande si le débat sur la résilience a été orienté de manière à correspondre à la culture de New York.

46. **M. Zarrilli** (Responsable de la résilience à la municipalité de New York, États-Unis d'Amérique) répond que, s'agissant des actions à mener, les changements doivent être réalisés au niveau institutionnel et dans le mode de vie des gens. Les habitants sont certes contents que la ville se batte pour eux, mais la municipalité doit veiller à ce que les choix des particuliers fassent également partie de la solution, comme leurs choix de consommation d'énergie ou de mode de circulation dans la ville. Quand les habitants sont disposés à modifier leurs habitudes, ils apportent le soutien politique qui permet d'engager des combats plus ambitieux sur le plan institutionnel.

47. **M^{me} Wynhoven** [Représentante de l'Union internationale des télécommunications (UIT)], intervenante, dit que, dans le monde entier, les sociétés modernes sont de plus en plus dépendantes du numérique pour l'exploitation et la gestion des infrastructures critiques. Il en résulte qu'elles sont de plus en plus vulnérables aux cyberattaques. La cybersécurité est devenue un des plus grands problèmes mondiaux et le coût annuel de la cybercriminalité, à l'échelle mondiale, est estimé à 600 milliards de dollars. L'édification de sociétés résilientes et durables demande une action globale, menée à tous les niveaux.

48. Les villes intelligentes et durables sont fortement dépendantes du numérique. Les volumes de données et la complexité accrues constituent de nouveaux éléments de vulnérabilité aux cyberattaques malveillantes et aux pertes de données, y compris à la suite de catastrophes naturelles. Grâce à la mise en place de procédures appropriées, de collaborations multipartites et d'une bonne gouvernance, la technologie peut apporter des solutions en matière de cybersécurité, de protection de l'information et de résilience systémique. Afin de garantir la continuité et l'intégrité des services, la cybersécurité et la résilience doivent être prises en compte dès les premières étapes de développement des systèmes informatiques qui surveillent et contrôlent les villes intelligentes et durables. La sécurité et la confiance sont les conditions *sine qua non* du développement et de l'acceptation du numérique. S'il peut offrir d'énormes avantages, l'informatique comporte aussi des risques pour la sécurité et peut

donner lieu à des perturbations dans le fonctionnement des infrastructures et à des fuites de données, et engendrer des coûts supplémentaires. Les technologies numériques n'en seront pas moins nécessaires pour réaliser les objectifs de développement durable et les risques qu'elles peuvent présenter ne doivent pas être dissuasifs.

49. Les villes et les États qui en sont à un stade précoce de leur transition numérique pourraient profiter de l'expérience et des bonnes pratiques d'autres villes et pays pour créer un écosystème numérique robuste et sécurisé à même de soutenir leur société et leur économie. Les parties prenantes doivent donner la priorité à l'accès durable et sécurisé au numérique. Il est indispensable qu'elles se coordonnent pour garantir à tous la possibilité de profiter de connexions fiables et sécurisées.

50. Le Programme mondial cybersécurité de l'UIT, lancé en 2007, repose sur cinq piliers : les mesures juridiques ; les mesures techniques et de procédure ; les structures organisationnelles ; le renforcement des capacités ; la coopération internationale. Si les cyberattaques ne sont pas toujours évitables, une approche holistique de la sécurité informatique pourrait aider à mettre en place des protections, ce qui renforcerait la résilience. L'UIT a facilité l'élaboration de la grande orientation relative au renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation du numérique issue du Sommet mondial sur la société de l'information et contribué à l'élaboration de la matrice de résultats relative aux objectifs de développement durable, également issue du Sommet mondial, dont le but est d'identifier les domaines dans lesquels la sécurité et l'utilisation du numérique peuvent favoriser et accélérer la réalisation du Programme 2030, comme l'accès à des services financiers électroniques, l'accès aux informations en ligne dans le cadre de l'éducation, l'autonomisation des femmes, le développement d'infrastructures résilientes, la croissance économique durable et la transition vers des villes intelligentes. Dans le cadre de son programme de formation, au niveau national, d'équipes d'intervention en cas d'incident informatique, l'UIT collabore avec les États pour renforcer leur capacité de riposte à des cyberattaques et de protection de leurs infrastructures essentielles. Le Global Cybersecurity Index (indice mondial de la cybersécurité), initiative multipartite destinée à mesurer les engagements en faveur de la cybersécurité, offre aux États un moyen de comparer leurs politiques en matière de cybersécurité et de repérer les améliorations possibles. L'UIT a également publié un guide relatif aux stratégies nationales de cybersécurité pour fournir aux États une base leur permettant de développer un cadre

cohérent pour la mise en œuvre d'une réponse coordonnée aux cybermenaces avec la participation de tous les secteurs de l'administration publique ainsi que d'importantes parties prenantes nationales. L'initiative « United for Smart Sustainable Cities » (Unis pour des villes intelligentes et durables) a pour objectif premier de militer pour des politiques publiques dans lesquelles le numérique, et en particulier les normes y afférentes, jouent un rôle déterminant dans la transition vers des villes intelligentes et durables. L'initiative contribue à faciliter la coopération, élaborer des directives, définir des indicateurs clefs de performance et diffuser des études de cas sur des thèmes tels que le financement, les villes intelligentes, la technologie de la chaîne de blocs, l'intelligence artificielle et les villes circulaires. L'intervenante invite toutes les villes à participer à ce programme.

51. La cybersécurité est un problème qui touche tous les États. Les pouvoirs publics, l'industrie et les autres institutions doivent partager leurs expériences et leurs compétences en vue de renforcer leurs capacités de protection contre les cyberattaques, car la collaboration sera un facteur essentiel de la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

52. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) demande si une cybermenace dont la population ignorerait l'existence se profile à l'horizon.

53. **M^{me} Wynhoven** (Représentante de l'UIT) répond que, si la consolidation des infrastructures joue un rôle critique dans la cybersécurité, les comportements individuels sont également importants. Chacun d'entre nous doit se tenir informé et se protéger contre les cybermenaces, car il est facile d'avoir un sentiment illusoire de sécurité.

54. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit que l'atteinte à la sécurité est la forme que prendront à l'avenir les guerres entre acteurs non étatiques. Il demande à l'intervenante s'il existe une solution prometteuse qu'elle souhaiterait faire connaître.

55. **M^{me} Wynhoven** (Représentante de l'UIT) dit que la capacité du numérique à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable est immense et que la communauté internationale doit l'exploiter au maximum. À l'heure actuelle, la moitié de la population mondiale n'est pas connectée et parmi celle qui l'est, beaucoup ne disposent pas d'une bonne connexion et ne peuvent profiter pleinement des technologies numériques. C'est pourquoi, les États Membres ont demandé que l'accès universel au numérique soit effectif d'ici à 2020, or il reste beaucoup à faire à cet

égard. Lorsqu'on considère les avancées promises par l'intelligence artificielle et la technologie de la chaîne de blocs, il importe de ne pas perdre de vue la nécessité de résorber la fracture numérique, surtout vis-à-vis des groupes marginalisés, et des femmes et des filles.

56. **M. Ponce Gandarillas** (Cofondateur et PDG de CityHeroes Incorporated), intervenant, accompagnant son exposé d'un diaporama, présente CityHeroes, start-up technologique travaillant avec les gouvernements, les organismes publics et d'autres institutions afin de les aider à améliorer la sécurité et le bien-être dans les villes en combinant les technologies du Web, les technologies mobiles et celles des matériels pour mettre en relation les pouvoirs publics, le secteur privé et les citoyens. Elle a pour vocation de trouver des solutions au manque d'efficacité de la main-d'œuvre sur le terrain, au temps et aux coûts excessifs que consomment la collecte et le traitement de l'information et à l'absence de canaux de communication entre les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyens, problèmes qui coûtent quotidiennement des millions de dollars aux villes et aux entreprises.

57. La plateforme conçue par CityHeroes opère à quatre niveaux. Le premier niveau permet aux villes et aux entreprises de mieux gérer leur personnel et leurs biens sur le terrain. Dans le secteur public, par exemple, les administrations municipales peuvent suivre et gérer les inspecteurs, les agents de police, les pompiers et tous les autres employés municipaux en déplacement sur le terrain. Dans le secteur privé, la plateforme permet de suivre le personnel commercial ou les agents de maîtrise. Les municipalités et les entreprises qui ont utilisé la plateforme ont considérablement amélioré l'efficacité de leurs équipes. Le deuxième niveau de la plateforme permet aux employés d'envoyer des rapports d'activité en temps réel. Le troisième niveau permet aux centres des opérations et aux administrateurs de recueillir et traiter ces informations afin que le personnel sur le terrain soit mieux informé du déroulement des activités. Le quatrième niveau permet aux organisations d'ouvrir une voie de communication directe avec les citoyens. Par exemple, la plateforme peut servir à recenser les populations de moustiques grâce aux informations transmises par les habitants, facilitant ainsi une riposte immédiate du secteur privé et des pouvoirs publics.

58. Malheureusement, CityHeroes se heurte à des difficultés, en particulier dans ses relations avec le secteur public, qu'il faut surmonter avant de pouvoir mettre en œuvre un projet. Par exemple, dans leurs procédures de passation de marchés, les municipalités ne sont pas habituées à travailler avec des start-ups. C'est ainsi qu'il a été demandé à CityHeroes de se plier

à d'interminables procédures d'appels d'offres publics ou de bloquer 500 000 dollars pour pouvoir y participer. En outre, beaucoup de responsables politiques n'ont pas compris la finalité de la plateforme et veulent s'en servir uniquement pour entrer en relation avec les citoyens, dans l'objectif de gagner un avantage politique en faisant profiter la communauté d'innovations technologiques. Toutefois, le principal obstacle est la corruption. CityHeroes a passé deux ans à tenter de conclure un accord avec une municipalité latino-américaine pour se heurter, au final, à une demande de pot-de-vin. Le contrat aurait été extrêmement bénéfique pour CityHeroes, mais elle s'est retirée par fidélité à son engagement de refuser toute corruption. Selon l'intervenant, la corruption a une incidence significative sur la résilience et la durabilité et devrait être abordée dans le présent débat.

59. Les technologies de pointe ne sont pas indispensables à la résilience. Il existe de nombreuses solutions simples qui peuvent avoir un impact considérable. Il faut revenir aux principes de base, établir des valeurs fondamentales et se mettre en rapport avec les bonnes personnes, désireuses de prendre les bonnes décisions.

60. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) demande à CityHeroes comment elle a utilisé sa marque pour gagner l'adhésion du public à ses travaux.

61. **M. Ponce Gandarillas** (Cofondateur et PDG de CityHeroes Incorporated) répond que « les héros urbains », ce sont à la fois le nom de l'entreprise et ses produits. Son but est de donner aux citoyens les moyens d'être de véritables héros et de collaborer avec les autorités et le secteur privé.

62. **M^{me} Burmanje** (Présidente du Conseil de direction de l'agence chargée du cadastre et de la cartographie des Pays-Bas, et Coprésidente du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale), commentatrice, dit que le Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale cherche à jouer un rôle important dans la définition du programme du développement de l'information géospatiale et à promouvoir son utilisation pour résoudre les grands problèmes mondiaux. Le Comité sert de forum où les États Membres peuvent se coordonner entre eux et se concerter avec les organisations internationales. Depuis sa première réunion en 2011, le champ de ses travaux s'est élargi de manière à inclure les objectifs de développement durable, l'application de normes, l'intégration des statistiques géospatiales et d'informations connexes, et la détermination des jeux

de données fondamentaux. Les communautés géospatiales et statistiques contribuent puissamment au développement durable et se sont associées à des parties prenantes d'autres secteurs, notamment de la santé, de l'énergie et de l'alimentation. Le développement durable ne peut advenir que si la communauté internationale admet que les sociétés et les villes subissent des transformations, notamment les changements climatiques, la numérisation, l'urbanisation et la perte de ressources naturelles.

63. Le Comité est conscient de la nécessité de mettre les technologies de gestion de l'information géospatiale et les innovations dans ce domaine au service du renforcement de la résilience et de la réduction des menaces que représentent la non-viabilité de la consommation des ressources et des modes de production, les niveaux de pollution, les risques de catastrophe et les changements climatiques. Face à la croissance démographique, il faut adopter une démarche géostatistique intelligente, axée sur les données. Recensements, enquêtes sur les ménages, registres, données administratives, codes postaux et autres mesures permettent d'associer des données économiques et environnementales à des données de localisation pour comprendre les situations et dynamiques locales. L'intervenante se demande comment les villes pourront garantir la salubrité de l'environnement alors qu'elles sont confrontées à la pénurie de logements, la hausse des prix, l'accroissement de la mobilité et la croissance de l'économie mondiale qui facilite les migrations de masse. Elle se demande également comment, dans ce contexte, la technologie pourrait être utilisée pour gérer la mobilité et les services publics.

64. En concevant des infrastructures résilientes et durables, les villes et les États veulent en priorité créer un environnement sûr, vivable et agréable pour les citoyens, ce qui exige la mise en œuvre de solutions originales faisant appel à des technologies intelligentes. Bien que les technologies appliquées et la numérisation aient connu un développement rapide, les initiatives isolées et les idées à petite échelle contrarient parfois les efforts déployés pour régler des problèmes d'envergure mondiale. Il est donc important d'envisager les problèmes d'une manière intégrée qui embrasse tous les secteurs et de mener des initiatives conjointes. L'augmentation du volume du trafic de données va de pair avec l'augmentation de la demande de connexion à haut débit. On a donc besoin d'infrastructures numériques, qui devraient inclure les éléments du modèle de la ville numérique, tels que des réseaux de connexion et des appareils intelligents pour fournir des services basés sur la localisation. L'inclusion est aussi

un élément essentiel de la résilience. Cependant, elle implique également que tout le monde participe aux initiatives visant à renforcer la résilience. La technologie et l'innovation estompent les limites séparant les rôles traditionnels des pouvoirs publics et des citoyens, et les initiatives peuvent être mises en œuvre aussi bien à l'échelle mondiale que chez soi.

65. Les défis sont immenses, mais l'information géospatiale, les plateformes d'innovation technologique et les solutions facilitées par de solides partenariats public-privé donnent aux États les moyens dont ils ont besoin pour développer, de l'échelon local à l'échelon mondial, un système de systèmes accessibles, régis par des normes et compatibles entre eux. Néanmoins, l'information géospatiale permet seulement de mieux connaître les progrès ; elle ne saurait remplacer la volonté des citoyens et des responsables politiques.

66. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit qu'il serait utile que les participants discutent de la manière dont leur ville ou leur organisation a influé sur la volonté du public ou des dirigeants politiques. Il leur demande également de faire part d'un exemple de coproduction et d'une solution stimulante actuellement envisagée par leur ville ou leur organisation.

67. En vertu d'un contrat social, les villes et les États demandent aux individus de modifier leur comportement. L'intervenant invite donc les participants à examiner ce qui les a poussés à opérer les changements nécessaires dans leur vie, en vue de repérer les questions qui pourraient stimuler la volonté du public et des dirigeants politiques.

68. **M. Zarrilli** (Responsable de la résilience à la municipalité de New York, États-Unis d'Amérique) dit que la promotion de changements dans les habitudes personnelles peut amener le public à soutenir des initiatives plus vastes. La ville de New York a un programme appelé GreeNYC, conçu pour cibler les comportements pouvant être changés au niveau individuel. C'est une campagne ludique axée sur le recyclage des déchets, du plastique et des matières organiques, ainsi que sur les choix énergétiques et la manière d'isoler une maison ou un appartement. Mis bout à bout, ces petits changements peuvent avoir un impact considérable et stimuler le changement de la société dans son ensemble, qui est nécessaire si l'on veut relever les défis posés par les changements climatiques et la résilience.

69. **M. Gutiérrez** (Maire de Medellín, Colombie) dit que les gouvernements, les autorités locales et les acteurs des partenariats multilatéraux savent quels changements il faut opérer, mais chacun doit assumer sa

part de responsabilité pour atteindre ces objectifs. La communauté internationale doit donc s'employer à changer la culture urbaine, en veillant à ce que chacun perçoive l'utilité de ces changements et leur contribution au développement. L'administration de M. Gutiérrez a récemment lancé une campagne consistant à récompenser les comportements positifs plutôt qu'à présenter le débat en termes négatifs. La ville distinguera les personnes qui utilisent le plus fréquemment les transports publics, ainsi que le quartier ou la communauté où la violence aura le plus fortement reculé.

70. Pour lutter contre la corruption, il faut comprendre les racines de cette culture. La confiance des citoyens est essentielle pour progresser. À cet égard, le cabinet de M. Gutiérrez a mené une expérience qui a consisté à ouvrir six magasins dans des quartiers très animés de la ville, laissés sans surveillance et dotés d'une caisse, d'un miroir et d'un panneau où il était écrit « Nous avons confiance en vous ». À la fin de l'expérience, on avait constaté un taux de paiement des marchandises de 97 %. Il est important de responsabiliser les citoyens et de leur faire confiance. Chacun doit comprendre que la réalisation des objectifs de développement durable dépend de lui ou d'elle. Ainsi, l'administration de M. Gutiérrez veille à ce que chaque groupe sache qu'il a le pouvoir d'améliorer les choses.

71. **M. Ponce Gandarillas** (Cofondateur et PDG de CityHeroes Incorporated) ajoute qu'un certain nombre d'entrepreneurs pensent qu'il est impossible de changer la culture de la corruption en Amérique latine. Il est donc important de leur prouver le contraire, au besoin en renonçant à des opportunités.

72. **M^{me} Wynhoven** (Représentante de l'UIT) dit que, lors de la mise en œuvre de solutions technologiques, il importe d'examiner si les femmes et les filles ont le même accès aux technologies et les mêmes possibilités de les développer que les hommes. À cet égard, EQUALS est un réseau mondial dont la vocation est de résorber la fracture numérique entre les sexes. Il s'attaque aux problèmes d'accès, de compétences et d'encadrement et s'emploie à accroître la visibilité de la contribution des femmes. Trop souvent, le rôle des femmes et des filles ne fait pas l'objet d'une attention suffisante, mais la participation de tous est indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable et l'édification de sociétés viables et résilientes.

73. **M^{me} Mejía Vélez** (Colombie), dit que le système des Nations Unies est encore loin de la parité des sexes, et elle se demande comment les municipalités de New York et de Medellín s'y prennent pour atteindre cet

objectif. Pour le personnel du système des Nations Unies qui a négocié le Programme 2030, il n'a pas été facile de diffuser le message et elle se demande comment ces municipalités ont fait la promotion des objectifs de développement durables.

74. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit qu'il est difficile de rallier le public autour d'objectifs qui paraissent lointains, tels que ceux fixés à l'horizon 2030 ou 2050. Il se demande comment la communauté internationale peut arriver à faire comprendre rapidement et de manière convaincante que l'avenir n'est pas si lointain.

75. **M. Gutiérrez** (Maire de Medellín, Colombie) dit que, concernant la question des femmes, des améliorations sont nécessaires dans plusieurs domaines, à Medellín et en Amérique latine en général. Il faut davantage de femmes au pouvoir. À Medellín, 60 % des postes de responsabilités de l'administration municipale sont occupés par des femmes en raison de leurs qualifications et non d'une politique de quotas. La communauté internationale doit également lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles. La dépendance économique est la principale raison pour laquelle les femmes ne signalent pas les violences conjugales. Le Secrétariat de la femme de la mairie de Medellín a donc favorisé l'accès à l'éducation, au développement économique et à la création d'entreprises, en particulier pour les victimes de violences. La mairie a également renforcé les commissions municipales des affaires familiales pour apporter la justice aux habitants, en particulier aux femmes. Il est également important de lutter contre les grossesses d'adolescentes, qui continuent d'être une question complexe en Amérique latine. Enfin, les femmes et les filles doivent avoir accès à des espaces et à des activités où elles se sentent en sécurité.

76. **M. Pineda** (Mexique) se demande comment le maire de Medellín peut garantir que le travail accompli sous son mandat sera poursuivi par la prochaine équipe municipale.

77. **M. Shank** (Directeur des communications de Carbon Neutral Cities Alliance) dit que la nécessaire action de l'homme est à l'œuvre en ce qui concerne la menace que le terrorisme fait peser sur la résilience et la durabilité urbaines. Il espère qu'à l'avenir, le même niveau d'action sera à l'œuvre pour les menaces liées au climat. La communauté internationale doit se mobiliser pour riposter à ces autres menaces généralisées.

La séance est levée à 12 h 55.